



Non à l'austérité et aux mesures antisociales

LE 18 JANVIER : mobilisons-nous Public-Privé

Nous devons lutter tous ensemble. L'intervention des salariés est essentielle pour la défense de nos intérêts

Quelle est la situation aujourd'hui ?

- ▶ L'explosion du chômage,
- ▶ La disparition de pans entiers de services de santé et d'action sociale, aussi bien dans le public que dans le privé à but lucratif ou non lucratif,
- ▶ Les restructurations,
- ▶ Les emprunts toxiques,
- ▶ Les licenciements,
- ▶ La précarité,
- ▶ Les fermetures de maternités et de blocs opératoires,
- ▶ La marchandisation des secteurs de la prise en charge des personnes âgées,
- ▶ La fermeture massive de lits et de services dans le secteur de la psychiatrie,
- ▶ La TVA sociale, gel du point d'indice dans la fonction publique,
- ▶ Les attaques répétées sur les conventions collectives,
- ▶ La précarité accrue dans le privé comme dans le public,
- ▶ La mise à mal de notre protection sociale,
- ▶ L'augmentation des cotisations des mutuelles,
- ▶ Le déremboursement des traitements médicaux et pharmaceutiques,
- ▶ La déréglementation du temps de travail,
- ▶ L'atteinte de nos droits syndicaux,
- ▶ Le déni de démocratie,
- ▶ La perte du pouvoir d'achat,
- ▶ La non reconnaissance des qualifications,
- ▶ La flexibilité,
- ▶ La baisse des salaires,
- ▶ La suppression des RTT...

Cette liste déjà bien longue, est non exhaustive !

Pour la CGT, il n'y a pas de fatalité !

Dans notre champ, les premiers touchés par ces mesures d'austérité sans précédent sont les malades et les personnels.

La CGT réaffirme que **les salariés n'ont pas à payer une crise** dont ils ne sont en rien responsables, alors que dans le même temps, les bénéfices des entreprises du CAC 40, ainsi que les dividendes versées aux actionnaires sont en hausse.

Pour la CGT, la relance économique ne sera possible que par l'augmentation des salaires et des emplois stables dans le privé comme dans le public.

Nous devons exiger une autre répartition des richesses pour sortir de la crise et dans ce sens l'annonce du projet gouvernemental de « **TVA sociale** » est **injuste et inacceptable** ! Cela servira, une fois de plus, à venir gonfler les profits du patronat.

Augmenter un impôt indirect, le plus injuste des impôts, celui qui frappe le plus durement les populations défavorisées, porterait atteinte au pouvoir d'achat de millions de salariés, de retraités, de privés d'emplois. Cette TVA « antisociale » ne servira qu'à réduire la consommation, à amplifier la crise, à appauvrir les salariés et les retraités.

Quand les prix à la consommation augmentent du fait de la hausse de la TVA, ça n'a pas le même impact sur le pouvoir d'achat selon que l'on soit rémunéré au SMIC ou actionnaire chez SANOFI !



Transférer les cotisations sociales vers l'impôt, c'est faire un nouveau cadeau au patronat, l'exonérer de ses obligations. C'est accélérer la fragilisation de notre système de protection sociale, c'est voir disparaître nos hôpitaux publics et nos établissements participant au service public, c'est tuer nos services sociaux, c'est appauvrir encore plus les plus pauvres d'entre nous.

« Il faut prendre l'argent là où il se trouve, c'est-à-dire chez les pauvres. Bon d'accord, ils n'ont pas beaucoup d'argent, mais il y a beaucoup de pauvres »

Cette citation d'Alphonse Allais n'a jamais été autant d'actualité.

Dans les manifestations, les rassemblements, les assemblées générales de personnels, dans toutes nos actions,

EXIGEONS :

- ◆ La revalorisation des salaires, des pensions et des minimas sociaux,
- ◆ Le contrôle des aides publics aux entreprises,
- ◆ Que les entreprises soient contraintes à proposer des alternatives aux licenciements,
- ◆ La suppression des exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires pour privilégier les créations d'emplois et l'augmentation des salaires,
- ◆ L'arrêt des suppressions d'emplois dans le public comme dans le privé,
- ◆ Le développement des politiques publiques et des moyens pour les services publics,
- ◆ Une réforme de la fiscalité en profondeur,
- ◆ La création d'un pôle financier public et un mécanisme de crédit à taux réduits pour financer l'investissement productif, l'emploi, la recherche, la formation, les équipements,
- ◆ Que les mouvements spéculatifs des capitaux soient taxés, et que les paradis fiscaux soient éradiqués,
- ◆ La mise en place d'un fonds européen de solidarité sociale et de développement économique.

Tous ensemble, avec la CGT, le 18 janvier 2012, organisons le contre sommet de la solidarité face au pseudo sommet sur l'emploi du gouvernement !

ET SI VOUS ADHERIEZ ?

Nom : _____ Prénom : _____

Établissement : _____

Adresse : _____

À retourner à : Fédération de la Santé et de l'Action Sociale CGT Case 538 • 263, rue de Paris • 93515 MONTREUIL Cedex

